

**Tourisme - Chiffres de
fréquentation touristique - Contrats
de destination - Conférence de
presse de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international
(Biarritz, 10 février 2017)**

Mesdames et Messieurs,

Il y a de nombreux professionnels du tourisme et de qualité en France, mais j'ai choisi le pays basque avec Biarritz puis je me rendrai à Bayonne. Je suis heureux d'être dans ce département, accueilli par vous Monsieur le Maire, pour aller à la rencontre d'hommes et de femmes qui font vivre ce secteur économique du tourisme qui est essentiel, à la fois pour la région mais aussi pour la France.

Si je ne me réfère qu'à la Nouvelle Aquitaine, le tourisme représente plus de 100.000 emplois et 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires, c'est considérable. C'est un secteur économique qui - quels que soient ses aléas - progresse et est capable d'innover pour renforcer l'attractivité de nos territoires.

Parmi les destinations françaises, le pays basque a une particularité. Il combine sur un territoire, presque toutes les palettes de l'offre touristique française. Je pense à la montagne - en été comme en hiver -, au tourisme thermal et de bien-être, à la gastronomie, au tourisme culturel et à l'écotourisme, ou encore au tourisme d'affaires et de congrès.

Il y a bien évidemment aussi l'océan et ses plages magnifiques qui séduisent autant de familles et de seniors, comme des publics plus jeunes pour la pratique du surf. D'ailleurs, Biarritz accueillera les championnats du monde de surf du 21 au 28 mai, ce qui illustre une nouvelle fois le savoir-faire français en matière d'organisation de grands événements sportifs. C'est un atout crucial que j'ai eu l'occasion de rappeler au Quai d'Orsay il y a quelques jours, en recevant l'équipe de la candidature de Paris aux Jeux olympiques 2024. La France est un pays où le savoir-faire pour l'organisation de grands événements sportifs est une référence. C'est un atout qu'il faut faire valoir. Ce sera le cas ici à Biarritz, j'en suis certain.

Ce fut vrai pour l'Euro 2016 de football et pour le mondial de handball masculin. C'est une force qui permet à la fois d'accueillir des manifestations sportives de haut niveau et de dimension internationale en France et d'exporter notre savoir-faire dans de nombreux pays qui organisent de tels événements. Dans tous mes déplacements, j'ai l'occasion de promouvoir cette dimension de l'activité économique française.

Biarritz, c'est le pays basque et cette offre qualifiée répond aux attentes d'une clientèle internationale qui est exigeante, soucieuse d'authenticité, de qualité de service et de sécurité, tout cela est essentiel.

En même temps, il y a la nécessité d'une bonne connectivité. Avec l'aéroport de Biarritz, on a pu remarquer une augmentation de l'activité internationale de 59% en 2016, et dès l'été prochain, la ligne à grande vitesse - l'Océane - mettra Biarritz à 4h06 exactement de Paris, ce qui sera un plus très important.

Enfin nous le savons, la collectivité est un facteur clef de la stratégie touristique du territoire et ce n'est évidemment pas seulement valable pour cette région. Pour valoriser cette offre, pour attirer encore davantage de nouveaux touristes, il est important de valoriser et de faire plus connaître l'offre. C'est tout le travail que font l'État et les territoires pour les accompagner dans cette tâche, et c'est le sens du contrat de destination.

Nous avons évoqué il y a quelques instants le contrat «Biarritz destination golf» à l'occasion d'une réunion. Après la visite du golf de Biarritz, et depuis la création de ces contrats de destination - en 2014 où vous aviez signé avec mon prédécesseur M. Laurent Fabius le contrat que je viens de citer- ce sont 22 nouveaux contrats qui ont été signés. Les derniers concernent le Mont-Blanc et la Côte d'Azur que j'ai signés en marge de la conférence du tourisme que j'ai présidée le 17 novembre dernier.

Ce matin, j'ai pu m'entretenir avec les signataires du contrat, lors de la réunion que nous avons organisée. Je note que la réputation d'excellence de nos golfs a beaucoup pesé dans le choix de la France qui va accueillir, en 2018, la Ryder Cup à Saint-Quentin en Yvelines avec des retombées positives pour toutes les régions. Il y a plus de 700 golfs en France, j'espère que vous aurez la possibilité d'accueillir des compétitions. Ce serait d'autant plus juste que, dans l'histoire du golf, c'est d'abord à Pau, sur le continent européen - après les étapes historiques du Royaume-Uni - qu'a été installé le premier golf et puis le second à Biarritz. Il y a donc une histoire singulière entre cette région et le golf.

Le golf est un atout considérable pour développer l'activité touristique. Les golfeurs, qui sont de plus en plus nombreux à travers le monde, souhaitent bien sûr pratiquer cette activité sportive, et je salue les responsables du golf français et leur président qui est parmi nous aujourd'hui. Mais ce sont aussi des touristes qui vont séjourner ici et découvrir le reste du territoire. Il faut qu'ils soient accueillis dans de bonnes conditions. Nous sommes ici dans une région qui a compris cela et en préparant ce contrat de destination, «Biarritz destination golf». C'est justement un objectif, non seulement venir sur les terrains de golfs mais aussi venir sur la destination de Biarritz et sa région.

Il faut également continuer de restructurer, réorganiser et valoriser le site touristique français, ce qui nécessite un engagement constant de tous les professionnels du tourisme. Un travail de fond est engagé. Je veux saluer et remercier tous les professionnels qui ont compris cette nécessité. Il faut travailler sur l'offre, sur sa compétitivité, avec le rapport qualité service et prix, et il faut répondre aux attentes d'une clientèle internationale de plus en plus exigeante.

Dans quelques minutes, je vais rencontrer les acteurs de l'hôtellerie et les différents métiers du tourisme. Je voudrais remercier tout particulièrement le directeur de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie pour son travail et celui de ses équipes au service du tourisme français. Cette visite est aussi pour moi l'occasion de commenter avec vous les résultats de la saison touristique 2016 et les tendances pour 2017. Beaucoup de chiffres ont circulé et ils ne sont pas toujours fiables ou trop vite publiés. Il est important de partir de faits précis. Je l'ai dit déjà plusieurs fois, 2016 restera une année à part. C'est vrai que les chiffres restent malgré tout très importants et très prometteurs, mais 2016 a été une année difficile. Il y a eu les attentats, les intempéries dans plusieurs régions, un certain nombre de mouvements sociaux et la destination France en a souffert, il faut en être conscient. Mais quand on regarde les chiffres, aussi bien en métropole qu'en outre-mer, en 2016, on se situe - d'après les chiffres de la direction générale des entreprises et de la Banque de France - entre 82,5 millions et 83 millions de touristes en France. En 2015 qui était une année exceptionnelle, nous étions à 85 millions.

Certains avaient annoncé que nous serions en dessous de 80 millions, nous n'y sommes pas. Nous sommes près de 3 millions en-deçà, ce qui est un bon chiffre en raison des circonstances. Il n'y a donc pas de déclassement de la France dans les comparaisons internationales. Au contraire, les chiffres que je vous donne témoignent de la résilience du secteur et assure à la France le maintien de son rang comme première destination touristique mondiale.

Je ne minimise pas pour autant l'impact économique sur les professionnels et sur les activités du secteur, notamment dans l'hôtellerie. C'est vrai que ce secteur a souffert beaucoup plus que les autres avec, selon les chiffres de l'INSEE, une baisse de 5,7% des nuitées de la clientèle étrangère. Certaines régions comme Paris Île-de-France ou PACA ont été particulièrement affectées et je n'ai malheureusement pas besoin de vous rappeler les raisons pour lesquelles cette situation s'est produite.

Pour autant, nous devons être optimistes pour la période qui vient. À la fin de l'année 2016, il y a eu un rebond très clair avec des nuitées en hausse de 2,9%. Surtout, depuis le début 2017, les réservations aériennes - et c'est très important car elles se font assez tôt par rapport aux projets de voyage - sont en nette hausse, de l'ordre de plus de 10% pour Paris au premier trimestre. Elles montrent que les efforts de promotion ciblés que le gouvernement a lancés avec les professionnels en direction de certains marchés sont efficaces. Vous vous souvenez que j'avais annoncé en septembre dernier, lors du comité d'urgence économique pour le tourisme que j'ai mis en place, un plan de promotion exceptionnel de 10 millions d'euros. Ce plan est actuellement mis en oeuvre avec les territoires concernés qui apportent également leurs contributions, ainsi qu'un certain nombre de professionnels qui s'y sont associés. Ce qui fait effet de levier pour amplifier l'efficacité, il y a un impact réel et on en voit les résultats.

Je prends un exemple concernant la clientèle japonaise qui avait chuté fortement. À présent, les réservations aériennes sont en hausse de plus de 60% vers Paris pour le premier trimestre 2017. C'est un chiffre qui parle et qui a du sens.

En même temps, faut-il en rester là ? Faut-il se contenter de ces perspectives encourageantes ? Nous devons consolider cette tendance, ce qui implique de poursuivre la mise en oeuvre de mesures d'urgence décidées le 7 novembre dernier lors du comité interministériel du tourisme. J'ai déjà parlé du plan de promotion pour renforcer l'image de la France auprès des clientèles

étrangères, mais il y a aussi d'autres volets. Je pense en particulier à la sécurité. Un effort substantiel a été fait pour renforcer la sécurité dans les transports et dans les lieux touristiques, avec plus de patrouilles et des investissements supplémentaires à hauteur de 15,5 millions d'euros. Ces investissements se font, en particulier, dans la vidéo-surveillance sur des sites très spécifiques qui étaient la cible des délinquants qui visaient une clientèle particulière. Cela peut être traumatisant et avoir un impact avec le relais médiatique et notamment les réseaux sociaux qui pouvaient être extrêmement préjudiciable.

Des mesures ont été prises et sont mises en oeuvre. Le ministre de l'intérieur a nommé, à la suite de cette réunion interministérielle un préfet coordinateur, M. Etienne Guépratte qui m'accompagne aujourd'hui, pour préparer un plan national «sécurité et tourisme».

Ces coordonnateurs départementaux s'assureront de la bonne circulation de l'information entre les forces de l'ordre et les professionnels du tourisme pour être le plus réactif possible, ou même, bien sûr, anticiper. Et puis ils auront pour mission de faire remonter du terrain les bonnes pratiques. D'ailleurs, à cet égard, je me rendrai cet après-midi à Bayonne pour faire le point sur le dispositif de sécurisation des fêtes de Bayonne qui, comme vous le savez, attirent chaque année plus d'un million de personnes.

J'ai été impressionné par l'effort de mobilisation qui a permis de maintenir cet évènement et je le dis en présence du maire, M. Jean-René Etchegaray. Il y avait eu un doute et des interrogations : faut-il les maintenir en raison de risques. Et il y a eu une réaction collective, pas seulement des élus et des autorités, mais aussi de la population. Il faut résister, il faut tenir et ne pas céder, et en même temps on va se donner les moyens, on va s'organiser.

J'ai regardé le bilan. Cette mobilisation a été remarquable, et le résultat est là. Cet évènement a eu lieu et il s'est passé dans de bonnes conditions. Quand on se donne les moyens on peut réussir. Et c'est comme cela que l'on créera un climat de confiance. Car, pour aller dans telle ou telle région, dans telle ou telle ville, surtout quand on vient de loin, on peut être impressionné par tel ou tel évènement même s'il est marginal, parce qu'il est relayé, est amplifié, il décourage et fait que cette destination ne serait plus un choix.

Je pense que c'est à nous aussi de montrer notre sang-froid, notre capacité à réagir, à anticiper et à créer un climat d'accueil et de confiance. C'est pour cette raison qu'il faut qu'on aille aussi au-delà des mesures d'urgence. Et le gouvernement a lancé un grand chantier pour que la France demeure la première destination mondiale. Il est important de ne pas s'endormir sur nos lauriers. C'est vrai que nous avons un pays magnifique, que nous sommes la première destination mondiale, je l'ai rappelé, nous le restons. Mais, pour l'instant il y a aussi de la concurrence, il y a un marché mondial du tourisme qui se développe, en particulier dans les grands pays émergents, et qui continuera de se développer. Il faut que l'on continue d'être performant.

C'est pourquoi lors de la conférence annuelle du tourisme en novembre, j'ai rappelé les 4 priorités sur lesquelles nous devons agir :

L'accueil, d'abord, avec la qualité et les côtés pratiques de l'accueil, y compris quand on vient

de loin. Quand on arrive dans un aéroport, il faut que ce soit simple, pratique et lisible, que l'on se sente accueilli dès le départ. Mais l'accueil c'est aussi sur le terrain. Quand on rentre dans un café et dans un restaurant, quand on visite un site, on doit se sentir accueilli. C'est le cas mais on peut s'améliorer.

Et puis il y a l'investissement qui est indispensable. On parlait tout à l'heure de l'hôtellerie, si on ne rénove pas certains établissements ils seront moins fréquentés ou ne seront plus fréquentés. Et puis il y a sans doute une offre nouvelle à mettre en place qui n'est pas forcément toujours du haut de gamme, qui peut être du moyen de gamme ou des offres qui existent, qui ont vieilli, qu'il faut rénover et surtout s'adapter à la diversité des clientèles.

Et puis il y a un sujet central qui est la formation professionnelle. Les métiers du tourisme sont nombreux, offrent des perspectives considérables aux jeunes mais il faut améliorer encore l'offre de formation.

Et puis il y a encore la révolution numérique et pas seulement pour les réservations. C'est un atout, il faut s'en servir. L'innovation est l'une des 4 priorités sur lesquelles nous devons faire porter notre effort et continuer à nous mobiliser.

En même temps on ne part pas de rien. Beaucoup de choses ont été faites. S'agissant des clientèles étrangères nous avons amélioré la délivrance des visas. Pour la Chine et pour l'Inde qui sont des pays immenses avec une classe moyenne qui voit son niveau de vie s'améliorer et qui veut voyager et découvrir, nous avons réduit les délais d'obtention des visas. Maintenant un ressortissant chinois peut obtenir un visa en moins de 48 heures, voire en 24 heures pour une certaine clientèle. C'est aussi vrai en Inde. Auparavant le délai atteignait près de trois mois.

Ce sont des messages qui sont adressés et qui sont très importants. C'était la responsabilité du ministère des affaires étrangères, nous nous sommes organisés en conséquence, et nous allons poursuivre cette amélioration pour d'autres pays.

Et puis il y a le soutien de l'État à l'investissement à travers la plateforme d'investissement d'un milliard d'euros qui est pilotée par la Caisse des dépôts et des consignations et BPI France. Et ce montant il faut l'utiliser. Cela commence via d'autres projets et nous allons les soutenir, avec toujours le même objectif - je le répète - qui est d'atteindre 100 millions de touristes étrangers en 2020 et ce chiffre n'est pas seulement un symbole.

C'est un objectif qui peut mobiliser. C'est un enjeu pour la France, parce que c'est un enjeu pour la création de valeurs, l'augmentation de la croissance du PIB et pour la création d'emplois.

Le secteur du tourisme contribue également - on a parlé des chiffres du commerce extérieur - à notre balance commerciale et nous voulons qu'il y contribue encore d'avantage. Si nous atteignons cet objectif de 100 millions de touristes étrangers, les dépenses de visiteurs étrangers en France devraient dépasser les 50 milliards d'euros à l'horizon 2020 contre environ

40 milliards d'euros aujourd'hui. Mais on peut espérer faire mieux. Pour cela il faut agir sur la durée du séjour, sur la dépense touristique moyenne par touriste.

Nous en avons parlé lors de notre réunion précédente et là on voit qu'ici avec le golf, on peut atteindre cet objectif. Il y a des clientèles qui ont plus ou moins de pouvoir d'achat. Elles ont toutes leur place et doivent être accueillies avec des offres adaptées. Voilà la feuille de route, Mesdames, Messieurs, pour les mois et les années à venir.

Et, en tout état de cause, il est important que l'on reconnaisse que le tourisme est une filière économique à part entière, une industrie à part entière, qui pèse plus de 7% du PIB français. Une filière qui représente des centaines de milliers d'emplois et qui est une chance pour l'avenir de notre pays. Il faut que cette politique, qui a été engagée, s'inscrive dans la durée. Il ne faut pas d'à-coup, il faut une continuité et une cohérence. Et l'on sent une mobilisation.

C'est vrai que l'organisation au niveau local peut être sujette à des interrogations. Comment marchent ensemble le maire, le président de la communauté d'agglomération, les offices régionaux et départementaux du tourisme, etc. ? C'est une question de méthode et de volonté politique. Les contrats de destination sont justement faits pour mettre de la cohérence et pour réunir les acteurs sur les objectifs et les moyens. Il s'agit d'un message collectif. C'est la réalité et quand celle-ci est partagée alors il y a des résultats. Et en venant ici j'ai cette impression.

Je terminerai en disant : n'oublions pas le tourisme d'affaires, le tourisme des congrès, le tourisme des salons et c'est ce que vous pratiquez ici. Il faut un cadre et des moyens. Et Bellevue où nous sommes y contribue. Vous m'expliquiez tout à l'heure, Monsieur le Maire, que vous pouviez accueillir des conférences internationales. Il y en a eu plusieurs avec les présidents de la République, comme François Mitterrand et Jacques Chirac. Les chefs d'État et de gouvernement et les ministres qui viennent ici pour une conférence, nonobstant le problème de la sécurité, peuvent aller d'un point à l'autre à pied en toute tranquillité et en toute sécurité. Et, quand ils se retournent ils ont ce paysage magnifique devant eux. C'est la France, Biarritz, c'est la France. Je crois que nous avons le droit d'être fier de notre pays.

Voilà, Mesdames et Messieurs, s'il y a quelques questions je suis prêt à y répondre.

Q - (Sur les contrats de destination)

R - Nous avons déjà évoqué les deux années de mise en oeuvre de ce contrat de destination qui porte ses fruits. Cela a été reconnu comme une bonne méthode qui apporte justement de la cohérence avec des messages mobilisateurs portés par tous et des offres de qualité. Mais, en même temps, comme nous sommes arrivés à ces deux ans de mise en oeuvre, rien n'empêche, et c'est le but, d'en faire une évaluation précise et de voir sur quoi il peut être amélioré. Nous évoquions tout à l'heure - c'est vous, Monsieur le Maire, qui me l'avez dit - les nombreux surfeurs présents à Biarritz et l'on pourrait très bien considérer qu'ils font aussi partie du contrat de destination. Il faut s'adapter sans cesse, bouger, mais toujours sur la base d'une évaluation rigoureuse. Notre objectif est bien de développer cette méthode et d'augmenter le nombre de contrats de destination. D'ailleurs dans la région de la Nouvelle Aquitaine il y en a plusieurs, je crois qu'il doit en avoir au moins quatre : celui du pays basque, le contrat

Pyrénées, le contrat autour de Bordeaux avec le vin et le contrat littoral et des coopérations interrégionales se font. Les choses bougent. En tout cas, il faut surtout poursuivre sur ce chemin qui est la seule voie possible pour réussir.

Q - Et selon les chiffres que vous nous avez donnés, la France devrait rester la première destination mondiale touristique ?

R - Elle le reste. Nous pouvons l'affirmer sans problèmes pour l'année 2016, mais, encore une fois, il ne faut pas s'endormir sur nos acquis. J'ai été maire longtemps, je sais que si l'on veut qu'une ville demeure attractive il faut sans cesse améliorer sa performance, sa qualité de vie, les conditions de vie pour tous, la cohésion, ses services publics, les fonctionnements des transports et des questions environnementales. Si on n'investit pas on recule. C'est pourquoi j'ai rappelé les quatre priorités indispensables.

Dans le même temps, il faut se fixer un objectif ambitieux. Pour rester la première destination mondiale nous maintenons l'objectif de 100 millions de touristes en 2020. Je me souviens bien de 2016 avec les tragédies que l'on a connues et les conséquences sur les activités touristiques. Certains nous ont dit qu'il fallait arrêter de parler car nous n'atteindrions pas cet objectif en 2020. Moi je sais que l'on peut y arriver. C'est à notre portée car la clientèle potentielle existe à l'échelle mondiale et il faut s'en donner les moyens.

Si on ne se fixe pas d'objectifs ambitieux alors nous sommes dans la routine. Il faut être ambitieux et je sais que les professionnels attendent de nous d'être ambitieux. Je sens qu'il y a une volonté et une énergie mais, en même temps si l'on veut que cela se fasse, il faut une mobilisation permanente. Il ne faut perdre de temps.

Préparer des investissements cela prend du temps tout comme assurer la formation professionnelle. L'innovation c'est la même chose. Il faut poursuivre ce qui a été fait et même l'amplifier.

Les investissements d'avenir sont gérés par le Commissariat général aux investissements qui a prévu un crédit réservé, à l'initiative du gouvernement, pour soutenir ce secteur du tourisme notamment au travers du programme d'innovation. Ces crédits sont disponibles et pour les utiliser il faut des projets. L'objectif est là, c'est une ambition politique et nationale. Si on s'en donne les moyens, nous y arriverons et il n'y a aucune raison pour que nous échouions.

Q - Question sur la situation du pays basque

R - Ici au pays basque il y a une histoire, une culture, un attachement fort et des revendications anciennes. En tant que Premier ministre j'avais été sollicité pour créer un département. J'avais répondu que j'incitais les élus à s'inscrire dans le chantier de notre réorganisation territoriale qui a vu la création de nouvelles régions et la définition de nouvelles compétences entre les différents échelons. Cette réorganisation encourage à une plus forte intercommunalité et la mise en place de métropoles. J'avais invité les élus à prendre des initiatives et des positions et d'aboutir à des décisions.

C'est ce qui s'est passé et je m'en réjouis. Depuis le mois de janvier, il existe une communauté d'agglomération du pays basque, qui regroupe toutes les communautés du pays basque et ce n'était pas si évident que cela. Son président est le maire de Bayonne, M. Etchegaray, et elle regroupe 158 communes - ce qui est considérable - et qui atteint presque 300.000 habitants.

Pour l'avenir du pays basque, c'est une décision que je tiens à saluer car elle est courageuse et maintenant il faut agir avec des compétences élargies et partagées. Il s'agit de transférer des communes vers la communauté d'agglomération qui est la deuxième agglomération de la région Nouvelle Aquitaine après celle de Bordeaux. C'est une responsabilité qui a été prise et je la salue car elle a été très positive. L'objectif est de rendre ce territoire dynamique, de le développer, d'apporter plus de qualité de services à la population et de prendre des initiatives économiques mais aussi environnementales, en matière d'équipement et aussi dans le domaine culturel.

Je me réjouis que les élus se soient saisis de ce nouveau cadre législatif. Cela a demandé un peu de temps depuis la réponse que j'avais faite. C'est une question difficile et je voudrais rappeler des choses simples.

La France et l'Espagne, qui sont deux nations démocratiques, ont lutté pendant longtemps contre une organisation terroriste qui a eu recours à la violence. Il ne faut jamais oublier cela. Je le dis car cette violence a fait des ravages et qu'elle était inacceptable. À cet instant, ce sont aux trop nombreuses victimes que je pense. Depuis les choses ont évolué dans la bonne direction et je m'en félicite aussi. L'ETA a renoncé à la lutte armée et c'est une bonne chose pour tous ceux qui aspirent à la liberté, la démocratie et à la paix.

Maintenant il faut que cet engagement se traduise dans les faits. Cela passe par la restitution de l'intégralité des stocks d'armes qui doit se faire sous le contrôle des autorités judiciaires nationales. Nous sommes dans un État de droit et il faut que toutes règles d'un État de droit soient respectées. Nous sommes dans une étape positive aussi il faut continuer à aller de l'avant./.